



Mairie

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

N° 34/2018

Séance du 5 novembre 2018

L'an deux mille dix-huit, le cinq novembre à vingt heures,
Le Conseil Municipal de la Commune de Chantemerle les Blés, régulièrement convoqué
le 28 octobre 2018 s'est réuni sous la présidence de Monsieur AMBLARD Pascal, Maire.

Présents : Tous les membres en exercice à l'exception de ASTIER Maryline,
MARCHELLO Marie-Anne et FAURE Emmanuelle.

Secrétaire : MOUISSAT Lynda.

**OBJET : Révision du PLU : Débat sur les orientations générales du Projet
d'Aménagement et de Développement Durables (PADD).**

VU la délibération du 1^{er} octobre 2018 de la commune de Chantemerle les Blés
prescrivant la révision du Plan Local d'Urbanisme

Conformément à l'article L 151-5 du Code de l'urbanisme, le Projet d'Aménagement et
de Développement Durables (PADD) définit :

1/ Les orientations générales des politiques d'aménagement, d'équipement,
d'urbanisme, de paysage, de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers, et de
préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques ;
2/ Les orientations générales concernant l'habitat, les transports et les déplacements, les
réseaux d'énergie, le développement des communications numériques, l'équipement
commercial, le développement économique et les loisirs
Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte
contre l'étalement urbain.

Le PADD n'est pas soumis à un vote, mais à un débat conformément à l'article L.153-12
du code de l'urbanisme.

Le débat a porté sur les éléments suivants :

École

Le projet de Plu doit tenir compte des capacités de l'école et notamment de la cantine.
Avec 150 enfants en moyenne, il ne semble pas opportun d'ouvrir trop de terrains à
l'urbanisation qui satureraient l'école. La question sera reposée dans une dizaine
d'années.

Compte foncier

Les élus étudient les dents creuses et le calcul du compte foncier. Il est précisé que le
SCOT, document hiérarchiquement au-dessus du PLU, indique la possibilité maximale
de construire 4log/an/1000hab. À partir de ce constat, il doit être retiré les logements
réalisés depuis 2014, les logements vacants (un tiers) et les bâtiments agricoles mutables



Mairie

(moitié). En regardant les dents creuses, il semble qu'aucune extension ne soit mathématiquement justifiée.

Il est demandé d'ajouter la superficie de l'extension de la zone d'activités au compte foncier.

Logements locatifs sociaux :

La définition des logements locatifs sociaux est donnée. Il est précisé que la commune n'a pas l'obligation légale de créer des logements sociaux.

Devenir des terrains de tennis

Ce secteur, sur la continuité écologique indiquée au SCOT est aujourd'hui en déshérence. L'avenir du site fait l'objet d'un débat où sont évoquées les différentes options. Il est possible de les classer en zone constructible, en zone d'équipements d'intérêt collectif et de loisirs ou en zone naturelle. Après un échange, il est décidé de classer ces terrains en zone naturelle afin de répondre favorablement au SCOT.

Bassin versant

Une question sur l'impact des bassins versants est posée. Le PADD a bien repris les notions d'aléas d'inondabilité sans préciser que ce soit par ruissellements, pas remontées de nappes ou par débordements.

Cône de vue :

Le cône de vue allant de la chapelle Saint Sauveur à l'église Notre Dame semble être le plus important. Il sera donc préservé dans le projet de PLU.

Après avoir débattu sur les orientations générales sur le PADD, et après clôture des débats par Monsieur le Maire,
Il est proposé au Conseil Municipal de

PRENDRE ACTE de la tenue du débat sur les orientations générales du PADD au sein du Conseil Municipal.

NOTER que la tenue de ce débat est formalisée par les présentes, qui seront transmises au Préfet et feront l'objet d'un affichage en mairie durant un mois.

AUTORISER le Maire à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le PADD est adopté à l'unanimité.

Pour extrait conforme

Ainsi fait et délibéré aux jours, mois et an que dessus.

Le Maire,
AMBLARD Pascal

Certifié exécutoire par transmission en Préfecture le 7 novembre 2018.